

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.4 et 5/L.3
29 décembre 1958

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU SECRETARIAT NATIONAL DE "ONE KAMERUN" A KUMBA
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE ET LE
CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de
tutelle)

ONE KAMERUN (O.K.)

National Secretariat
P.O. Box 49 Kumba
Southern Kamerun

TCH.E/NDT
N° 386/OK

14 octobre 1958

Lettre ouverte à Mr. le Gouverneur Général
Haut-Commissaire du Kamerun
à Lagos

Excellence,

Par la présente nous venons très respectueusement auprès de votre haute compétence savoir votre point de vue quant à la gestion et l'avenir du Kamerun par rapport à ses relations futures avec la Grande-Bretagne. Nous savons que depuis longtemps, la politique de votre Gouvernement a été plus ou moins libérale vis-à-vis du peuple kamerunais. Mais il semble que certains événements qui se sont déroulés dans la zone occidentale de notre pays c'est-à-dire la zone actuellement sous votre dirigeance, se sont effectués aux truchements de vos ordres.

Il s'agit plus précisément de l'arrestation du Secrétaire Financier de One Kamerun Noubi Janvier.

Avant d'entamer la question primordiale de notre lettre, nous voudrions mettre votre Excellence au courant de cette arrestation qui de notre rencontre est purement illégale. Dans la nuit du 4 Octobre 58 à Kumba Mr. Noubi Janvier a été arrêté par la Police franco-britannique et brutalement conduit dans une geôle française.

Nous estimons que Mr. Noubi en tant qu'aubain et réfugié politique ayant passé consécutivement 3 années à Kumba devait être en tout état de cause soumis d'abord à la loi anglaise, et même invité par une convocation de police britannique car en tant que fonctionnaire régulier d'un parti légal, il ne manifestait jamais l'esprit d'un fuyard.

D'après les allegations de la Police Mr. Noubi passait pour un criminel. Pour satisfaire l'opinion publique, nous avons voulu avoir des preuves de ce crime - à savoir; le crime, le lieu du crime les moyens et les complices, les raisons, les manières, le moment et les témoins, mais aucune pièce à conviction ne nous a été fournie durant notre intervention à la Police, d'où ressort l'une des complicités trop criardes de l'Angleterre dans l'affaire "NOUBI". D'une part l'arrestation s'étant effectuée la nuit, ne donnait lieu à aucune allégation satisfaisante quant à la législation anglaise; d'autre part l'individu ainsi frappé n'avait nullement joui le privilège d'un inculpé, selon lequel il devrait passer à la barre du tribunal anglais et en fin si l'arrestation s'était même opérée sans le concours sur place de la Police Française, nous devons signaler à votre Excellence, que le moindre sérieux et le "Jus Gentium" que jouissent les inculpés de toutes les races et sectes, conformément à l'article 5 des Droits de l'Homme, n'étaient aucunement observés, car aussitôt appréhendé, Mr. Noubi était sauvagement maltraité alors qu'il n'avait manifesté aucune riposte.

Que votre Excellence nous permette de livrer le mot d'un dirigeant français en 1885 : le Président Jules Ferry déclarait au cours d'une discussion au parlement français que la déclaration des Droits de l'Homme n'était pas faite pour le nègres".

Votre Excellence a-t-elle l'intention de revivifier cette vieille idée à l'âge Zeta alors que le clairon de l'indépendance des peuples a sonné? Nous espérons que la réponse serait "non" car il est grand temps d'édifier les liens futurs entre le Kamerun et l'Angleterre. Tenant compte du service que le Kamerun a rendu à votre Gouvernement pendant la dernière guerre, votre Excellence n'estime-t-elle pas qu'il y aurait eu une fosse de haine entre la France et l'Angleterre si celle-ci avait livré De Gaulle à Hitler en 1940? De même il sera difficile d'établir l'accord entre notre pays et celui de votre Excellence, s'il se laisse puerilement delecter par les actes des mauvais français dont les intentions depuis 1955 sollicitaient le

rapatriement de tous les réfugiés politiques que votre Gouvernement protège au Kamerun occidental. Nous n'avons nullement l'intention d'abriter des criminels, mais exigeons l'application des lois qui les entourent. Votre Gouvernement est en train de mutiler une belle oeuvre d'accord entre lui et notre peuple, puisqu'il s'est souvent montré plus explicite que celui des français. Votre Gouvernement est en train de jouer au gentilhomme qui en tenue de cour, se souille dans du vin. Nous connaissons à quel point votre gouvernement a porté sa libéralité, contrairement aux idées des mauvais dirigeants français.

Excellence, vous vous êtes souvent gardé neutre sur la politique du Kamerun, mais il n'est que temps de savoir vers où souffle le vent à quelle allure se développe le concert des nations, et que contre vents et marrées le Kamerun doit être indépendant.

La seule pierre de touche de la position qu'a prise le Kamerun en 1940 à l'égard de votre Gouvernement, seraient la cessation de cette parodie judiciaire, et la reconnaissance de notre Unification et de notre indépendance immédiates comme faits basés sur l'histoire et la juridiction.

Excellence, nous espérons que vous allez nous sympathiser, et que nos griefs auront une compensation. Cette compensation n'étant que la libération rapide du patriote Noubi Janvier, le respect des droits des réfugiés, et la collaboration de votre Excellence, pour la réalisation de notre indépendance totale et immédiate.

Pour finir, nous informons votre Excellence que votre Gouvernement n'ayant pas livré De Gaulle et sa suite à Hitler, serait injuste et responsable, de tout fait allant à l'encontre des réfugiés politiques, compte tenu des principes des Droits de l'Homme aux quels l'Angleterre a solennellement souscrit.

Veuillez agréer nos vœux les plus patriotiques.

Signé : J.E. Wanke, responsable d'O.K. (signé) illisible
Tch. Tchembaliap Elie (signé) illisible

Ampliations :

1. Premier Ministre britannique Londres
 2. Ministre des Colonies à Londres
 3. Délégué du Haussaire au Kamerun Buea
 4. Délégué du Commissaire de Police Buea
 5. Le Premier Ministre du Sud Kamerun Buea
 6. Fenner Brockway House of Commons Londres
 7. Nations Unies New-York
 8. Ligue de Droits de l'Homme New-York
 9. Ligue des réfugiés New-York
 10. Croix Rouge internationale New-York
 11. Fédération de la Jeunesse Budapest (Hongrie)
 12. Bloc Afro-Asiatique Caire (Egypte)
 13. Premier Ministre Français Paris (France)
 14. Etudiants d'Afrique Noire en France (Paris)
 15. Daily Times Lagos (Nigeria)
-